



PRÉFET DE L'OISE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU TITRE
DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET INSTITUANT DES
SERVITUDES DE PASSAGE AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-37-1 DU CODE RURAL
ET DE LA PÊCHE MARITIME ET DES SERVITUDES DE SUR-INONDATION AU TITRE DE
L'ARTICLE L.211-12 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

CONCERNANT

LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES RUISSELLEMENTS
ET DES COULÉES DE BOUE

COMMUNE DE CERNOY

DOSSIER N° 60-2018-00112

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-7, L.211-12, R.214-88 à R.214-103 et R 211-96 à R-211-106 ;

Vu le code d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article L.151-37-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de M. Louis Le Franc, Préfet de l'Oise ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

Vu le dossier de demande de déclaration d'intérêt général, de demande de servitudes de passage, de demande de servitudes de sur-inondation déposé le 29 octobre 2018 et complété le 20 février 2019 présenté par la commune de Cernoy représentée par Madame le Maire, enregistré sous le n° 60-2018-00112 et relatif à un programme de gestion des ruissellements et des coulées de boue sur le territoire de la commune de Cernoy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général à l'instauration de servitudes de passages et à l'instauration de servitudes de sur-inondation du projet ;

Vu la publication de l'avis au public d'ouverture d'enquête, affiché et inséré dans deux journaux du département 15 jours avant le début de l'enquête puis à titre de rappel dans les huit premiers jours de celle-ci ;

Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 05 juin au 04 juillet 2019 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 06 août 2019 ;

Vu l'avis très favorable du commissaire enquêteur en date du 04 août 2019 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Locale de L'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Oise-Aronde en date du 04 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la Chambre d'agriculture de l'Oise en date du 01 avril 2019 ;

Vu l'avis tacite favorable de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France ;

Vu l'absence d'observation de la commune de Cernoy sur le projet d'arrêté ;

Vu l'information faite aux membres du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Oise (CODERST) en application des articles R.214-100 et R.181-39 du code de l'environnement ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs (CDRNM) de l'Oise ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre de la gestion des ruissellements et des coulées de boue sur la commune de CERNOY, d'instituer des servitudes de passages sur la base du dossier présenté ;

Considérant qu'il est nécessaire d'instaurer une servitude de sur-inondation temporaire sur certaines zones afin d'accroître artificiellement leur capacité de stockage des eaux et de réduire ainsi les ruissellements dans les secteurs situés en aval ;

Considérant qu'une notification du dépôt du dossier d'enquête publique en mairie a été faite par le bénéficiaire des servitudes de passage et des servitudes de sur-inondation à chacun des propriétaires intéressés ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Article 1 : Objet de la déclaration d'intérêt général

À la demande de la commune de Cernoy, des travaux de gestion des ruissellements et des coulées de boue, portant sur 13 aménagements de type hydraulique douce et 2 aménagements de type aménagement structurant, sont déclarés d'intérêt général.

Article 2 : Localisation des aménagements

Les aménagements sont localisés sur le territoire de la commune de Cernoy tel que présenté dans le plan général des aménagements joint en annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 : Caractéristique des aménagements

Les différents types d'aménagements prévus au programme de travaux de maîtrise des ruissellements de la commune de Cernoy sont joints en annexe 2 du présent arrêté.

Article 4 : Participation financière

Aucune participation financière n'est demandée aux bénéficiaires des travaux et aux propriétaires des terrains.

Article 5 : Servitude de passage temporaire

La maîtrise d'ouvrage représentée par la commune de Cernoy est autorisée à pénétrer et à faire pénétrer dans les propriétés privées précisées sur les plans des servitudes fournies en annexe 3, à titre temporaire pour toute la durée des travaux, tout engin et toute entreprise nécessaires aux travaux, ainsi que toute personne habilitée à en contrôler la réalisation. L'assiette maximale de la servitude qui s'exerce est de 6m.

Cette servitude ne constitue pas un passage public.

Article 6 : Dédommagement des propriétaires occupant des terrains grevés des servitudes de passage

Le montant des indemnités dues aux propriétaires occupant des terrains grevés des servitudes de passage précisés en annexe 3 est proportionné au dommage qu'ils subissent, calculé en tenant compte des avantages que peuvent leur procurer l'exécution des travaux et l'existence des ouvrages ou installations pour lesquels cette servitude est instituée. Les contestations relatives à cette indemnité sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Titre II : OBJET DE LA SERVITUDE DE SUR-INONDATION

Article 7 : Objet de la servitude de sur-inondation

Il est établi au bénéfice de la commune de Cernoy, une servitude de sur-inondation destinée à créer une zone de rétention temporaire des eaux de ruissellement dans le cadre du programme de gestion des ruissellements et des coulées de boue.

Les plans de servitudes désignant les parcelles affectées par la servitude sont annexés au présent arrêté (annexe 3).

Article 8 : Mise en œuvre de la servitude

La servitude de sur-inondation sera effective à la fin des travaux. Un arrêté préfectoral constatera l'achèvement des travaux et autorisera la mise en œuvre de la servitude.

Article 9 : Nature et sujétions de la servitude

Les propriétaires et les exploitants doivent s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement et à l'entretien des ouvrages destinés à permettre l'inondabilité de la zone.

Les travaux qui ne sont pas soumis à une autorisation ou à une déclaration au titre du code de l'urbanisme et qui en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux sont soumis à une déclaration préalable auprès de l'autorité compétente en matière d'urbanisme. L'autorité compétente recueille alors l'accord du préfet qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration pour s'opposer à la réalisation des ouvrages ou prescrire les travaux nécessaires. Les travaux ne peuvent commencer avant l'expiration de ce délai.

Pour les ouvrages soumis à une autorisation ou à une déclaration au titre du code de l'urbanisme et qui en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux, l'autorité compétente en matière d'urbanisme recueille l'accord du préfet qui dispose d'un délai de deux mois pour s'opposer aux travaux ou prescrire les modifications nécessaires. Les travaux ne peuvent commencer avant l'expiration de ce délai.

À l'intérieur du périmètre de la servitude de sur-inondation, toute action pouvant nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages aménagés par la commune de Cernoy en vue de maîtriser les ruissellements et les coulées de boue est interdite.

À l'intérieur du périmètre de la servitude de sur-inondation, les travaux suivants sont soumis à déclaration préalable auprès de la mairie :

- les travaux ou ouvrages qui en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux
- les remblaiements de toute nature
- la réalisation de travaux de drainage
- l'entreposage de matériel
- la création de plans d'eau
- les affouillements de toute nature
- la création de voies d'eaux temporaires ou permanentes
- la création de chemins
- la création de clôtures qui ne sont pas transparentes aux écoulements
- les dépôts, même temporaires, de tout type de déchet, même inertes
- les plantations d'arbres, d'arbustes et de haies
- les coupes et arrachages des arbres, arbustes et haies

Article 10 : Dédommagement des servitudes de sur-inondation

Les dommages matériels touchant les récoltes, les cultures, le cheptel mort ou vif, les véhicules terrestres à moteur et les bâtiments causés par une surinondation liée à une rétention temporaire des eaux dans les zones grevées de servitudes de sur-inondation sont indemnisées par la maîtrise d'ouvrage représentée par la commune de Cernoy.

Les dommages touchant les récoltes, les cultures, les bâtiments et le cheptel mort ou vif affectés aux exploitations agricoles sont évalués dans le cadre de protocoles d'accords locaux. Pour les dommages occasionnés aux cultures, la commune de Cernoy pourra s'aider des barèmes établis par la chambre régionale d'agriculture. À défaut d'accords locaux, ils sont évalués dans les conditions prévues en application de l'article L. 361-5 du code rural et de la pêche maritime.

Article 11 : Droits de délaissement

Pour une période de 10 ans à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral constatant l'achèvement des travaux et autorisant la mise en œuvre de la servitude de sur-inondation, chaque propriétaire d'une parcelle de terrain grevée de la servitude pourra en demander l'acquisition partielle ou totale par la commune de Cernoy. Ce droit de délaissement s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Dans le même temps, le propriétaire peut requérir l'acquisition partielle ou totale d'autres parcelles de terrain si l'existence de la servitude compromet leur exploitation ou leur usage dans des conditions similaires à celles existant avant l'institution de la servitude.

Titre III : OBJET DES SERVITUDES DE PASSAGE PERMANENTES

Article 12 : Prise d'effet des servitudes de passage permanentes

La maîtrise d'ouvrage représentée par la commune de Cernoy est autorisée à pénétrer et à faire pénétrer dans les propriétés privées précisées sur les plans des servitudes fournies en annexe 3, à titre permanent, tout engin et toute entreprise nécessaires à l'entretien des ouvrages, ainsi que toute personne habilitée pour en contrôler la réalisation. L'assiette maximale de la servitude qui s'exerce est de 6 m.

Conformément à l'article R.152-29 du code rural et de la pêche maritime, le jardin sis sur la parcelle 600137000ZC0033 est exempt de la servitude permanente en ce qui concerne le passage des engins mécaniques.

Cette servitude ne constitue pas un passage public.

Article 13 : Dédommagement des propriétaires occupant des terrains grevés des servitudes de passage

Le montant des indemnités dues aux propriétaires occupant des terrains grevés des servitudes de passage fournies en annexe 3 est proportionnée au dommage qu'ils subissent calculée en tenant compte des avantages que peuvent leur procurer l'exécution des travaux et l'existence des ouvrages ou installations pour lesquels cette servitude est instituée. Les contestations relatives à cette indemnité sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Titre IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 14 : Prise d'effet et validité de la déclaration d'intérêt général

Le présent arrêté sera considéré comme nul et non avenu si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel dans un délai de cinq ans renouvelable une fois, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 15 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publiques, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Retranscription dans les documents d'urbanisme

Les servitudes de passage sus-mentionnées seront annexés au plan local d'urbanisme de la commune de Cernoy dans les conditions prévues au L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 19 : Publication et information

Conformément à l'article R 211-100 du code de l'environnement, l'arrêté est notifié à la commune de Cernoy qui le notifie ensuite à chaque propriétaire de terrains grevés de servitudes de sur-inondation ou de servitudes de passage.

Le présent arrêté est affiché pendant quinze jours au moins en mairie de la commune de Cernoy. Il est publié au recueil des actes administratifs de l'État pour le département de l'Oise et sur le site internet des services de l'État dans l'Oise.

Une mention dans deux journaux locaux sera effectuée aux frais de la commune de Cernoy bénéficiaire de la servitude de sur-inondation.

Article 20 : Voies et délais de recours

- Recours contre la déclaration d'intérêt général

La présente déclaration d'intérêt général est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

- Recours contre la décision d'instauration des servitudes de sur-inondation ou des servitudes de passage

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, les parties propres aux servitudes de sur-inondation et aux servitudes de passage permanentes peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 21 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, Madame le maire de Cernoy, le Directeur départemental des territoires de l'Oise, le groupement de gendarmerie de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Cernoy.

Pour le Préfet
de Beauvais, le
et par délégation,
le Secrétaire Général, **04 OCT. 2019**

Dominique LEPIDI